

La course au Conseil d'État

La droite est-elle parée pour reconquérir la majorité?

Avec un ticket de cinq candidats – trois PLR, une du Centre et un UDC – le camp bourgeois ne semble pas avoir mis toutes les chances de son côté pour renverser les forces au sein du gouvernement vaudois. Analyse.

Lausanne
Qui seront les occupants du château Saint-Maire, siège du gouvernement cantonal, dès le 1^{er} juillet prochain? PATRICK MARTIN

Élections cantonales

20 mars 2022

Renaud Bournoud

Depuis dix ans, la droite vaudoise se casse les dents sur le château cantonal. Pourtant, à chaque élection, les appareils des partis bourgeois proposent grosso modo la même formule: réélire trois PLR et reprendre la majorité au Conseil d'État avec un UDC. Et à chaque fois, le candidat UDC reste sur le carreau. Les clés de l'élection à la majorité pour l'Exécutif cantonal sont détenues par l'électorat de centre droit. Jusqu'à maintenant, celui-ci s'est refusé à faire élire un UDC, laissant ainsi la majorité à la gauche.

Pour le premier tour de l'élection au gouvernement, le 20 mars prochain, la droite vaudoise ne s'est pas facilitée la tâche avec le nombre et le profil des candidats qu'elle propose à cet électoral de centre droit.

Le camp bourgeois devra réaliser deux prouesses s'il veut être majoritaire au gouvernement cantonal, le 1^{er} juillet 2022, date du début de la nouvelle législature.

1 Mobiliser avec une mésalliance

Après ses échecs successifs, la droite vaudoise a promis qu'on ne l'y reprendrait plus. Kevin Gran- grier, président de l'UDC Vaud, déclarait en avril («24 heures» du 7 avril): «Il est improbable que l'on reparte avec un ticket de trois PLR et un UDC dès le 1^{er} tour. Cela fait dix ans que cette stratégie échoue. Il faut quelque chose de nouveau. Il est par contre exclu que l'on parte avec une liste à cinq candidats. Dans cette configuration, le candidat UDC est systématiquement mis à l'écart.» Et de viser à l'époque plutôt un ticket avec deux PLR, un Vert'libéral et un

UDC. «Cette composition permettrait de solidariser les composantes de la droite entre elles.»

Las, huit mois plus tard, la droite vaudoise présente «l'Alliance vaudoise», un ticket de cinq candidats pour le Conseil d'État, trois PLR, une du Centre et un UDC qui a changé d'avis.

Le professeur de science politique à l'Université de Lausanne Oscar Mazzoleni partage, en partie, l'analyse que faisait le président de l'UDC: «L'Alliance vaudoise compte cinq candidats, il y aura donc une concurrence entre eux. Sans oublier les Vert'libéraux qui ne sont pas dans cette alliance. L'offre est variée pour l'électeur de centre droit.» Autrement dit, la configuration idéale pour que la droite puisse se biffer parmi.



À droite, seuls les Vert'libéraux sont dans une dynamique positive, au vu des derniers scrutins électoraux. Le PLR et l'UDC ne sont pas franchement dans une tendance haussière et le Centre (ex-PDC) n'a plus aucun élu au Grand Conseil. Ce qui fait dire à Oscar Mazzoleni: «Le vrai enjeu pour la droite vaudoise était une alliance avec les Vert'libéraux. Cela ne s'est pas fait.»

En 2017, les Vert'libéraux s'étaient alliés à l'UDC pour le deuxième tour. Une alliance qui

leur a fait perdre des voix et des membres, selon leur direction. En pointe sur les questions environnementales, seule formation suisse à avoir soutenu dès le début l'accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne, les Vert'lib' peuvent difficilement faire liste commune avec une UDC qui se montre volontiers climatosceptique et surtout eurosceptique.

Ce qui nous amène au profil du candidat que s'est choisi l'Union démocratique de centre.

2 Élire un membre de l'ASIN dans un canton «xénophile»

Le conseiller d'État PLR Pascal Broulis - Monsieur 100'000 voix en 2017 - le répète à l'envi: «Vaud

est un canton xénophile.» Si le grand argentier dit vrai, alors le candidat UDC ne présente pas le meilleur profil pour ce coin de pays. Michaël Buffat est l'élu le plus à droite de la députation vaudoise à Berne, selon le rating 2020 des parlementaires fédéraux établi par l'institut Sotommo publié dans «Le Temps». Ce banquier de 42 ans est aussi membre de la très fermée Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN). «Il n'est pas vraiment dans la ligne agrarienne de l'UDC vaudoise», résume Oscar Mazzoleni.

Ce positionnement politique très marqué n'est peut-être pas idéal pour une élection au système majoritaire (majorité absolue au 1^{er} tour et relative au second), où le jeu consiste à fédé-

rer un maximum de Vaudois. D'autant plus dans un canton où les relations avec l'étranger sont un enjeu central. C'est du moins le discours du centre droit pour qui la prospérité vaudoise va de pair avec de bonnes conditions-cadres pour l'installation de nouvelles entreprises et des hautes écoles pour favoriser l'innovation.

Ce biotope serait mis à mal par la «décision abrupte du Conseil fédéral de mettre un terme aux négociations d'un accord-cadre avec l'Union européenne», si l'on en croit une tribune récemment cosignée dans «Le Temps» par la vice-présidente du PLR Vaud Florence Bettschart-Narbel. Elle enjoint les ministres cantonaux de l'Instruction publique à se coaliser pour défendre la place universitaire et la recherche suisse: «Le message est simple. Un accord avec l'UE est urgent.» Au Grand Conseil, c'est encore le centre droit qui interpelle avec inquiétude le Conseil d'État sur les conséquences de l'abandon de cet accord-cadre, notamment par la voix de la PLR Catherine Labouchère.

Cette sensibilité se reflète dans les votations. Ainsi l'initiative défendue par l'UDC dite de «limitation» visait à mettre un terme à la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Elle a été refusée à 70,9% des Vaudois, soit près de dix points de plus que la moyenne suisse. «On le voit au fil des votations, Vaud est l'un des cantons qui vote le plus en faveur de l'ouverture à l'Europe. Ce qui a tendance à mettre des obstacles à l'UDC vaudoise», note Oscar Mazzoleni.

La bonne nouvelle pour la droite, c'est qu'il devrait y avoir un 2^e tour. Une redistribution des cartes peut éventuellement mettre le camp bourgeois dans une situation plus favorable. Les partis ont également la possibilité de changer de candidat.

Retrouvez les capsules vidéo des candidates et candidats

«C'est ou bien ou bien», comme on dit par ici. Treize candidates et candidats au Conseil d'État se sont soumis à la boîte à questions de «24 heures». Et pas toujours facile de choisir entre deux propositions. Bien sûr, entre «abattre le loup» et «protéger le loup», ou entre «baisse d'impôt» et «statu quo», les clivages politiques traditionnels se font jour. Mais dans nos capsules vidéo, on apprendra une crèlée d'autres choses sur les personnalités en lice pour le premier tour des élections ce 20 mars. Par exemple qu'en bonne Broiyarde, Christelle Luisier est secrètement fan du HC Fribourg-Gottéron. Ou qu'une autre candidate n'a pas le permis de conduire, et que l'un des candidats est capable de racler trois, voire quatre fromages à la fois: «Vous êtes 25, je suis tout seul, j'assure.»

GCA / RMI



Treize politiciens et politiciennes en lice pour le Conseil d'État, le 20 mars, se sont soumis à la boîte à questions de «24 heures». DR

24 heures.ch



Retrouvez dès à présent toutes ces capsules vidéo sur mobile ou sur votre ordinateur en vous rendant sur les plateformes de «24 heures» ou en scannant ce code QR. Ça va jouer ou bien?



La friche urbaine de l'avenue des Sports 5 serait foncièrement modifiée par le projet. CHRISTIAN BRUN

Le pôle culturel et sportif Sports 5 n'est pas enterré

Friches urbaines
Le président d'Yverdon Sport avait annoncé il y a treize mois qu'il retirait sa participation financière au projet. Aujourd'hui, il affirme que «la porte est toujours ouverte».

Le projet Sports 5 est au point mort, oui. Mais il n'est pas mort. Clé de voute financière du pôle yverdonnois qui doit réunir sur un même site (à l'avenue des Sports 5) des activités culturelles et sportives, ainsi que de l'hébergement, Mario Di Pietrantonio affirme que «la porte est toujours ouverte». Fâché d'avoir été pris à partie par la gauche pendant la campagne politique des élections communales du printemps dernier, le président d'Yverdon Sport avait alors laissé entendre qu'il lâchait l'affaire dans laquelle il devait amener 26,2 millions de francs.

«Des conventions ont été signées entre la Ville et moi-même, on doit les respecter, rappelle Mario Di Pietrantonio. Maintenant que les scrutins sont passés, les gens sont peut-être plus calmes.» Et de reprendre, après un petit silence: «Mais j'ai toujours été ouvert à la discussion...» Plus d'un an après cette «affaire» qui avait fait grand bruit dans la cité thermale, une réunion informelle a du reste eu lieu entre lui, le syndic Pierre Dessemontet et plusieurs membres de la Municipalité.

Pas d'autre lieu

De quoi rassurer un tant soit peu le conseiller communal Juan Ramirez? Le Vert libéral avait interpellé la Municipalité d'Yverdon lors de la dernière séance de l'organe délibérant. Voyant la métamorphose de cette vaste friche en complexe totalement engluée, il avait rappelé les conséquences potentielles de cet immobilisme pour les sportifs du Centre national de performance «Ouest Suisse» de judo et ju-jitsu. «Ils ont

accepté de poser leurs tatamis à titre provisoire sur l'ancien site Leclanché en attendant que Sports 5 leur offre des infrastructures à la hauteur de leurs ambitions. La Ville compte-t-elle réagir avant qu'ils n'aillent voir ailleurs?»

Le municipal des Sports, Jean-Daniel Carrard, n'avait pu que partager ces craintes, faute d'avoir un autre endroit à leur proposer. «La Municipalité doit prendre prochainement un positionnement clair sur Sports 5. Je n'ai pas envie de perdre les judokas, mais pour cela, il faut que l'horizon s'éclaircisse.»

«On attend une prise de position des autorités. Si les choses peuvent se décanter dans un délai raisonnable, disons deux à trois ans, peut-être un peu plus, on fera avec.»

Jean-Charles Gander, président de l'Association du centre national de performance «Ouest Suisse» de judo et ju-jitsu

Pour le moment, les responsables du Centre national patientent encore. «On ne s'est pas reposé la question ces derniers mois. On attend une prise de position des autorités. Si les choses peuvent se décanter dans un délai raisonnable, disons deux à trois ans, peut-être un peu plus, on fera avec. Mais il faut qu'elles montrent de l'intérêt», conclut Jean-Charles Gander, président de l'association du centre national.

Frédéric Ravussin

Grand Conseil

Les candidats députés sont choisis parmi l'élite



Une étude des profils de 962 challengers montre une sélection sociale importante, d'où une faible représentativité de la population.

Lise Bourgeois

Qui sont les 962 challengers de la course aux 150 sièges du Grand Conseil? Politologue à l'Université de Lausanne, Roberto Di Capua donne une esquisse de réponse après avoir analysé leurs professions et statuts sociaux. Le résultat est assez parlant: une majorité de prétendants ont un profil social «supérieur à la moyenne».

L'universitaire avait déjà fait le même constat pour les élections communales à Lausanne. Les partis choisissent leurs candidats dans le haut du panier: «On a tendance à observer cette sélectivité

sociale dans les régions urbaines. Mais lors des cantonales, le processus s'étend aussi aux régions rurales, car les candidates et candidats sont recrutés en grande partie à travers les sections locales qui ont déjà des élus communaux. On sélectionne donc dans un bassin où les personnes ont déjà été triées», pointe le politologue.

En chiffres, l'étude montre que 49% des candidats siègent aujourd'hui dans un organe politique communal, parmi lesquels 39% au Conseil et 10% à la Municipalité. En outre, 8% des 962 prétendants sont des sortants. Les non-politiques sont donc peu présents.

Décalage flagrant

Sur l'ensemble, le niveau de formation des challengers est plutôt universitaire, à 52%. Or, dans la population vaudoise, les chiffres de Statistique Vaud n'affichent qu'un taux de 26% de formation supérieure. Le décalage est flagrant.

Le scannage des professions fait émerger un constat similaire. Alors que la population active compte 77% de salariés (cadres et subalternes) en 2020, toujours selon Statistique Vaud, les candidats employés ne sont que 43%, au profit des professions libérales, des entrepreneurs et des indépendants. À noter que les agriculteurs

«Les employés ont tendance à se retrouver dans la deuxième moitié de la liste.»



Roberto Di Capua, politologue, Université de Lausanne

rience politique électorale accéder au parlement cantonal».

La sélection se reflète en outre au sein des listes: «Même s'il y a une certaine proportion de candidates et candidats appartenant à des catégories socio-professionnelles relativement communes, je pense aux employés qui occupent une position subalterne dans l'économie, on voit qu'ils ont tendance à se retrouver plutôt dans la deuxième moitié de la liste.»

L'UDC la plus populaire

Les Verts libéraux sont ceux qui présentent le plus d'universitaires, avec 77% de candidats en possession d'une formation académique. Ils sont suivis par les Verts (64%), puis le Parti socialiste et Le Centre (59% et 56%). Le PLR est moins élitaire avec une proportion de 49%.

Au sein de la gauche radicale, deux tendances se dégagent avec un POP ouvert aux non-universitaires contre SolidaritéS qui comprend 75% de candidats ayant fait des études. Enfin, le parti le moins académisé est l'UDC avec un petit taux de 24% pour cette élection.

Interrogés l'an dernier sur ce même phénomène élitaire à Lausanne, les partis avaient reconnu le problème tout en faisant valoir que l'important était de garder, autant que possible, une «diversité» des profils.

Plus de 165 millions pour le Campus Santé



Le bâtiment C4, pour Centre coordonné de compétences cliniques, est l'un des deux bâtiments concernés par ce crédit de construction de 165 millions de francs mandaté par le Conseil d'Etat.

Formation
Le Conseil d'Etat sollicite le Grand Conseil pour la construction d'un site de formation unique en son genre dans le domaine des soins.

«Un investissement vital» et une «petite révolution dans la politique de formation cantonale». Ces deux expressions de Cesla Amarelle, conseillère d'Etat vaudoise en charge de la Formation, pourraient résumer le projet de Campus Santé qui doit accueillir sa première volée à Chavannes-près-Renens dès 2026. Elle présentait à la presse lundi une demande de crédit de 165,6 millions de francs pour la construction de cette infrastruc-

ture unique en son genre dans le domaine de la santé.

Conçu pour accueillir plus de 4000 étudiants et 1000 professionnels en formation continue, le Campus Santé émergera dans un contexte de pénurie de personnel de soin. D'ici à 2030, il devrait manquer 2000 à 2500 infirmières et infirmiers dans le canton, et il faudra en former 285 à 357 de plus chaque année.

Un centre innovant

Actuellement répartie sur cinq sites en ville de Lausanne, la Haute École de santé Vaud (HESAV), entre autres, bénéficiera de ce nouveau lieu de formation pour se sentir moins à l'étroit: ces dix dernières années, sa population étudiante a crû de 44%. Sur la même période, l'Institut et Haute

École de la santé La Source, également impliqué dans le projet, est passé de 300 à 1000 étudiants. «Pour répondre aux besoins de formation, nous n'aurons pas d'autre solution que d'investir des surfaces supplémentaires», a déclaré Blaise Guinchard, doyen de l'institution.

Si le projet est essentiel, voire vital selon le Conseil d'Etat, Campus Santé fait aussi le pari d'innover en matière de formation dans le domaine des soins. Sa pièce maîtresse sera en effet un Centre coordonné de compétences cliniques (C4) où les étudiants pourront notamment se former avec des outils de simulation high-tech, une manière de répondre au manque de stages qui ralentit la formation des professionnels dont le canton a besoin. En outre, le C4 impliquera

aussi bien les hautes écoles (HES) que l'Université de Lausanne et le CHUV, ouvrant sur des collaborations inédites. Un deuxième bâtiment accueillera toutes les activités de la HESAV.

Ce sont ces deux premières constructions qui sont en particulier concernées par la demande de crédit du Conseil d'Etat, avec également la conception d'un parc public. Une mise à l'enquête doit débuter prochainement, puis le chantier dès avril 2023. Le Campus Santé comportera toutefois d'autres éléments majeurs, notamment un immeuble de logements pour étudiants, un bâtiment à l'usage de la Haute École pédagogique (HEP), ainsi que, à terme, un quartier d'habitation comprenant 600 logements.

Chloé Dion

PUBLICITÉ

24heures | Partenaire média

BOULIMIE
DEPUIS 1970

THÉÂTRE

Première vaudoise!

PEUTCH

23 AU 25 MARS 2022

Vivants!

LES MERCREDIS & JEUDIS À 19H - LES VENDREDIS À 20H

réservations : 021 312 97 00 & theatreboulimie.ch

LES MÉDIAS

Grand Conseil et Conseil d'État

Le défi du scrutin sera de pousser les jeunes à élire

Élections cantonales
20 mars 2022

Il n'est pas toujours facile de convaincre la nouvelle génération de se rendre aux urnes pour choisir les autorités. Le point avant le 20 mars

Adriana Stimoli

S'intéresser à la politique quand on est jeune, une exception plus que la règle? Pas vraiment, selon des spécialistes et la dernière enquête fédérale «ch-x». Mais toutes les thématiques et votations ne se valent pas aux yeux de la génération Z.

«Dans les urnes, les 18-25 ans sont plus prompts à se mobiliser sur des enjeux de société globaux que pour des élections, notamment cantonales», pose Andrea Pilotti, responsable de recherche à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne.

Des sujets de société

«L'intérêt pour la politique n'a pas diminué mais il s'est modifié, enchaîne le politologue. Les jeunes ont plus facilement se mobiliser sur des thèmes dont ils entendent parler et auxquels ils sont confrontés. On peut penser aux questions en lien avec l'orientation sexuelle et aux enjeux climatiques.»

En 2020, une étude commandée par la Fédération suisse des parlements des jeunes revient sur les sujets qui intéressent le plus les 15-25 ans. En tête figurent les discriminations raciales. En deuxième position... la politique étrangère. Un résultat pas forcément surprenant: «Cela s'explique par

le fait que les élèves suisses ont suivi l'élection présidentielle aux États-Unis», précise l'étude. À la troisième et à la quatrième place se succèdent le changement climatique et l'égalité de genre.

Les jeunes tous à gauche?

Pour autant, la jeunesse est-elle ancrée à gauche? Selon la dernière enquête fédérale «ch-x», qui observe les tendances chez les Suisses de 19 ans entre 2010 et 2019, de plus en plus de jeunes (+6%) se déclarent de gauche (34%). Mais Andrea Pilotti nuance: «Les jeunes n'ont pas tous les mêmes idées. Comme le reste de la population, ils sont confrontés à des sujets spécifiques, repris par leur entourage et les acteurs médiatiques. Cela leur permet de se forger une opinion et ensuite de se mobiliser à gauche comme à droite.»

«Les jeunes vont plus facilement se mobiliser sur des thèmes auxquels ils sont directement confrontés.»



Andrea Pilotti, politologue, Université de Lausanne

Nuances de jeunesse

● Pour saisir le rapport des jeunes à la politique, tout est affaire de nuances. Et de ponts. «On ne peut pas opposer les manifestations à ce qui se passe dans les urnes, analyse le politologue Andrea Pilotti. Les premières constituent des éléments déclencheurs: elles politisent et encouragent, par la suite, les jeunes à voter ou à s'engager.»

Les éléments déclencheurs sont des expériences de vie qui chamboulent. Elles laissent une envie de se mobiliser, de s'intéresser à la politique. «Beaucoup de jeunes nous ont rejoints suite à l'introduction du certificat Covid dans les écoles», illustre Joël Ogney, vice-président des jeunes UDC Vaud. Pour certains, l'intérêt pour la politique est une affaire plus familiale. Andrea Pilotti le rappelle: tous les jeunes ne sont pas égaux face au vote et encore moins face à l'engagement dans un parti

institutionnel. «Les recherches montrent qu'encore aujourd'hui, le vote et la mobilisation partisane sont influencés par la situation économique et sociale de chacun, indique le chercheur. Les plus hauts revenus votent davantage. Et si un jeune est socialisé à la politique dès l'adolescence, il ira plus facilement aux urnes, que ce soit pour une votation ou pour des élections.»

Du haut de ses 18 ans, Emilie ne cache pas son intérêt pour la vie politique. «Pour les élections cantonales, je vais voter pour la deuxième fois de ma vie et je me réjouis, glisse la gymnaste nyonnaise avec enthousiasme. Mes amis, eux, ne s'intéressent pas tous aux élections. Mais moi, j'ai baigné dans la politique dès l'enfance. J'ai conscience que mon intérêt vient de là. Ma mère était élue communale et mon frère jumeau siège dans un parlement de jeunes.» **AST**

Au contact d'un éventail de générations, des jeunes de partis vaudois tirent un constat: les élections cantonales du 20 mars peinent à séduire les 18-25 ans. «J'ai entendu des jeunes affirmer ne pas vouloir élire de représentants, regrette Soline Caiazza, porte-parole de la Jeunesse socialiste. Un manque de confiance ou un rejet des institutions sont souvent invoqués.»

«La représentativité d'un parlement est importante, analyse Andrea Pilotti. Si les institutions comptent peu de jeunes dans leurs rangs, les électeurs du même âge peuvent ne pas se reconnaître et, éventuellement, réagir avec de la méfiance.»

Du côté des jeunes libéraux-radicaux vaudois, on se réjouit de compter une quarantaine d'élus à un niveau communal. «Avoir plus de jeunes entraîne une mobilisation», explique Maxime Meier, président. Ils vont entre autres être soutenus par des gens de leur âge. «Il y a quelques années, on m'a dit que pour être élu, il fallait être père de famille et avoir 40 ans, confie le municipal de Breigny-sur-Morrens. Or, on voit bien que non. Les jeunes veulent être représentés et sont soutenus.»

Affaire de perception

«Une partie des jeunes peut penser qu'élire un parlement, c'est moins efficace que de se mobiliser autrement, analyse Andrea Pilotti. Quand un individu manifeste, il risque de percevoir un lien plus direct entre ses actions et ses idées. A contrario, les scrutins parlementaires peuvent sembler abstraits: il y a des listes, parfois plusieurs tours, etc.»

«Le fonctionnement des institutions n'est pas toujours clair pour certains jeunes, renchérit Cynthia Illi, coprésidente des Jeunes Vert-e-s. Faire une liste, biffer des noms, en rajouter d'autres, ce n'est pas évident lorsque l'on vote pour les premières fois.» Il faudrait donc davantage d'explications.

Ca s'est passé près de chez vous
Christian Brun



Yverdon-les-Bains Comme Grandson le samedi précédent et avant Moudon le week-end prochain ou Payerne du 8 au 11 avril, Yverdon-les-Bains a retrouvé ses brandons samedi. Une édition allégée, sans cortège, ni mise à feu du Bonhomme Hiver, mais une édition quand même, forcément savoureuse puisque de retour après deux ans d'absence. Pour mémoire, le mot «brandon» désignait une torche de paille enflammée utilisée pour s'éclairer ou allumer un feu marquant la fin de l'hiver. SMU



Les dessins de presse ont aussi leurs détracteurs

Morges

Les caricaturistes n'échapperont pas à la règle. Le «tout est permis» semble être une époque révolue.

Rire ou râler à la vue du dessin dans le journal à l'heure du café? Si les caricaturistes semblaient appartenir à une espèce qui pouvait presque tout se permettre au cours des dernières décennies, des retraits récents, voire des excuses ou de la censure, démontrent que l'ambiance a changé.

C'est cet aspect intéressant que la Maison du dessin de presse de Morges veut «poser sur la table», car si les croquis déclenchent encore le plus souvent le rire, il y a ceux qui font râler, voire créent la polémique avec leur lot de commentaires enflammés sur les réseaux principalement.

Instaurer le dialogue

À travers une huitantaine de planches - récentes ou historiques - prêtées par des artistes actifs aux quatre coins du globe, l'institution morgienne propose surtout d'instaurer le dialogue entre le public et les dessinateurs.

Il faut dire que le gros nez des conseillers fédéraux de jadis n'est plus vraiment le thème du siècle. La religion, bien souvent; le Covid, ces derniers temps; les droits des femmes ou la transidentité; les attentats du 11 septembre 2001: les thématiques sensibles ne manquent pas pour allumer la mèche. «C'est généralement le cas lorsque la lecture se fait au premier degré», répond Stéphanie Reinhard, directrice.

S'adapter à l'époque






À l'époque où l'on voit surgir de tous les côtés le fameux «on ne peut même plus rigoler, on ne

peut plus rien dire», la question se pose: est-on réellement plus sensible qu'à l'époque? «Je pense qu'on a toujours été aussi susceptible, mais on s'en rend davantage compte avec les réseaux sociaux, car les gens jusqu'ici silencieux prennent désormais la parole, soutient Stéphanie Reinhard. C'est un défi permanent car les dessinateurs doivent logiquement s'adapter à leur époque.»

Marine Dupasquier

«Rire ou râler? Quand les dessins font réagir», Maison du dessin de presse de Morges jusqu'au 8 mai 2022. www.mddp.ch

L'ALLIANCE VAUDOISE

 VALÉRIE DITTLI Le Centre Vaud	 MICHAËL BUFFAT UDC	 CHRISTELLE LUISIER PLR Les Libéraux-Radicaux	 FRÉDÉRIC BORLOZ PLR Les Libéraux-Radicaux	 ISABELLE MORET PLR Les Libéraux-Radicaux
--	---	--	--	--